

Lutte contre
l'exclusion

Accompagnement des jeunes errants : changer de paradigme

Zonards, punks ou voyageurs, quelques milliers de jeunes évoluent aux marges de la société. Soucieux de ne pas les laisser en déshérence, des acteurs sociaux s'emploient à faire un bout de chemin à leurs côtés. Avec souplesse et inventivité, loin de tout acharnement éducatif.

Travail de rue, anonymat, libre adhésion, les modalités d'intervention de la prévention spécialisée en font un outil privilégié pour aller à la rencontre des jeunes errants. Mais les équipes sont de plus en plus centrées sur les publics des quartiers périphériques, « avec parfois des limitations explicites aux moins de 18 ans [“cible” de l'aide sociale à l'enfance] et aux jeunes qui résident dans les périmètres pour lesquels une action est conventionnée » par le conseil général, font observer les sociologues Marie-Xavière Aubertin et

essentiellement au cœur d'espaces carrefours (places, secteurs marchands, abords des gares). « Les jeunes bougent beaucoup. Aussi, même si on a des conventions stipulant qu'on intervient sur les quartiers d'habitat populaire, toutes nos équipes passent en centre-ville, à Bourg-en-Bresse comme dans les villes plus petites de 7000 à 8000 habitants », explique Daniel Nantas, directeur adjoint du pôle « prévention » de l'Association départementale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ADSEA) de l'Ain. A Bourg-en-Bresse, la bonne connaissance des jeunes marginaux

« *vention situationnelle* », précise Daniel Nantas –, ce groupe de travail permet aux différents acteurs de mieux appréhender leurs missions respectives et d'avoir, ensemble, une approche plus sociale que sécuritaire de l'errance juvénile.

S'OCcuper DES CHIENS

La prise en compte des chiens participe de cet abord pragmatique. Ces animaux, qui contribuent largement à cristalliser les tensions avec la population, constituent des clés d'entrée dans la relation mais en même temps « d'efficaces machines à bloquer des réaccrochages sociaux possibles par les refus et les rejets qu'ils génèrent », commentent Marie-Xavière Aubertin et François Chobeaux.

A Lille, depuis une dizaine d'années, l'équipe de prévention spécialisée en centre-ville de l'association Itinéraires développe différentes actions en direction des propriétaires de chiens. « Nous distribuons des laissees et des muselières pour sensibiliser les jeunes aux “bonnes pratiques en collectivité” et nous avons équipé nos locaux de cages permettant aux maîtres de les utiliser quand ils viennent chez nous, mais aussi quand ils vont à un rendez-vous où les chiens ne sont pas autorisés », explique Karim Belmekki, éducateur. Par ailleurs, l'association organise une fois par mois, sauf en juillet et en août, des rencontres avec des vétérinaires du réseau Animaid. Prévenus des dates de leur venue lors des permanences éducatives de l'équipe et par la distribution de flyers dans la rue, les détenteurs d'animaux ont la possibilité de les faire examiner moyennant une libre contribution financière.

Enfin, dernière initiative en date, un médecin généraliste addictologue, que les jeunes peuvent consulter gratuitement, est désormais présent en même temps que les vétérinaires. « Nous nous sommes

« Nous distribuons des laissees et des muselières pour sensibiliser les jeunes aux “bonnes pratiques en collectivité” »

François Chobeaux. Il y a en revanche peu d'éducateurs dans les centres-villes, « en contact avec les regroupements de jeunes en rupture sociale et avec les grands adolescents locaux qui les fréquentent. C'est pourtant là un des lieux majeurs pour la construction d'actions de prévention et de soutien en matière d'errance active », soulignent ces auteurs d'une recherche passionnante sur la marginalité juvénile réalisée pour la direction générale de la santé (voir page 37).

De fait, quelle que soit leur origine géographique, les errants se retrouvent

qu'ont les éducateurs de prévention favorise le travail partenarial entre les acteurs politiques (ville, agglomération, conseil général, préfecture), ceux de la sécurité (polices municipale et nationale) et ceux du social (centre communal d'action sociale, maison départementale de la solidarité, association d'insertion et ADSEA). Une commission « jeunes errants en centre-ville » a été instaurée en 2008 au sein du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance et se réunit régulièrement. Avec comme principe de ne jamais aborder les questions individuelles – « on est plus sur de la pré-

dotés d'une table de consultation, nous mettons des fruits, jus et barres de céréales à disposition et nous profitons de ces séances pour questionner les jeunes sur leur santé et vérifier qu'ils ont une couverture sociale», développe Karim Belmekki. «On s'occupe de ton chien, occupe-toi de toi», telle est la philosophie qui préside à ces actions, comme à d'autres opérations plus ponctuelles que mène l'association.

Proposer des lieux d'hébergement et des espaces de décompression où les jeunes peuvent venir avec leurs compagnons de galère est également une préoccupation d'acteurs de l'urgence ou de l'addictologie. A Limoges, le CHRS (centre d'hébergement et de réinsertion sociale) Augustin-Gartempe met en œuvre, depuis 2006, un dispositif d'accompagnement dans le logement, en appartements sur site ou à l'extérieur, pour dix jeunes marginalisés de 18-30 ans, seuls ou en couple, avec ou sans chiens (1). Dans le même esprit, mais sous forme d'une petite collectivité avec une présence éducative permanente, une maison à étage de dix chambres a été ouverte début 2013 au centre de Bordeaux par le Comité d'étude et d'information sur la drogue (CEID). Baptisée Pro Domo, cette structure se veut la première marche vers l'autonomie pour des 18-25 ans qui ne peuvent encore imaginer se séparer de leur famille de la rue ni, pour certains, de leurs chiens.

PLUS QU'UN ACCUEIL

Mais les lieux qui permettent ces accueils maître/animal sont peu nombreux, fait observer Florian Griès, chef de service d'Itinérances, accueil de jour parisien pour les 18-30 ans qui comptait en 2012 une file active de 1 856 personnes et... 70 chiens différents – ainsi que quelques chats, rats et autres animaux –, pouvant, le cas échéant, être laissés en garde à l'équipe, le temps d'un rendez-vous médical ou administratif. Celle-ci ne se contente pas d'offrir un accueil. Des maraudes ont lieu quatre soirs par semaine dans les X^e et XI^e arrondissements, particulièrement dans le secteur des gares du Nord et de l'Est. Il y en a également deux mercredis après-midi par mois aux alentours de la Bastille pour croiser un public jeune à la limite de l'errance.

Teuffers, banlieusards, punks avec chiens, le travail de rue vise à entrer en

«Si on arrive à garder les jeunes au chaud tout l'hiver, c'est sécurisant»

contact avec des personnes qui ne se seraient pas rendues dans la structure et à les informer de la possibilité de le faire avec leurs animaux. «L'intérêt est aussi de rencontrer des usagers déjà connus, qui ne se sentent plus en capacité de venir dans un lieu où il y a du monde», ajoute Florian Griès. Tous les professionnels d'Itinérances alternent activités d'accueil et maraudes : le psychologue comme les travailleurs sociaux (une assistante de service social, une conseillère en économie sociale et familiale, un éducateur sportif et une éducatrice spécialisée). «Par rapport à un public jeune qu'il faut aller "pêcher", il est important d'avoir des gens compétents et expérimentés», souligne le chef de service, lui-même ergothérapeute en psychiatrie. La pluridisciplinarité de l'équipe permet de s'adapter aux profils très variés du public. Présenter aux jeunes une palette de métiers est aussi un moyen de modifier les représentations négatives qu'ils peuvent en avoir. C'est surtout vrai pour les professions de psychologue et d'assistant de service social, parce que «des psys, j'en ai vu 47 quand j'étais enfant, c'est tous des c...» et que «c'est à cause des assistantes sociales que j'ai été placé». «En leur montrant qu'ils arrivent à parler avec Nico qui est psychologue, on peut amener des jeunes vers le soin», commente Florian Griès.

La santé, pour autant, n'est pas vraiment la préoccupation des jeunes errants. Il n'empêche qu'en mettant en œuvre des dispositifs d'accompagnement de squats pour soutenir les habitants dans leurs difficultés quotidiennes, notamment leurs conflits avec le voisinage et les institutions, des professionnels du champ sanitaire et/ou social ont un rôle d'apaisement et de réduction des risques. A Bordeaux, l'équipe «Jeunes en errance», rattachée au centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues du CEID, mène une action importante autour des squats, explique son coordonnateur Yves Lanthau. «Aujourd'hui, on en suit de 10 à 15, de taille variable», précise-t-il. «Beaucoup de logements vides ont été rachetés par la communauté urbaine de Bordeaux, et on négocie avec elle, ou avec le conseil régional, pour pouvoir squatter de façon un peu plus tranquille avant les expulsions.»

«FAIRE AVEC»

Les forces de l'ordre appellent avant d'intervenir et la direction du développement social urbain ne manque pas de signaler aux travailleurs sociaux l'apparition de nouvelles situations – par exemple la découverte de quatre jeunes installés campant dans un jardin. «On a complètement accepté de faire de la médiation, ce serait ridicule de souhaiter qu'il y ait le feu tout le temps. Si on arrive à garder les jeunes au chaud tout l'hiver, c'est sécurisant – sinon, on est sans arrêt à leur courir après et il n'est pas possible de faire un travail efficace», constate Yves Lanthau.

Combien sont-ils ?

«La question est permanente, la réponse difficile car la catégorie "Jeunes en errance" n'est pas une catégorie statistique, pas plus qu'elle n'est une catégorie claire pour les politiques sociales», expliquent Marie-Xavière Aubertin et François Chobeaux dans leur recherche (voir page 37). Un sondage fait auprès d'équipes du réseau «Jeunes en errance», qu'anime François Chobeaux

dans le cadre des CEMEA (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active), donne des fourchettes indicatives portant sur la tranche d'âge des 16-30 ans : de 100 à 300 jeunes dans des grandes villes préfectorales de région, de 30 à 50 dans des villes de taille réduite sièges du conseil général de départements ruraux, 500 dans les files actives d'un département

rural de montagne. Une multiplication de ces chiffres par le nombre de villes de même taille et par le nombre de départements ruraux appréciés des jeunes conduit les sociologues «à proposer très prudemment une fourchette de 10 000 à 30 000 jeunes» pouvant être dits en «errance active», qui «revendiquent leur marginalité en affirmant avoir choisi ce mode de vie». •